

**THE MUNICH  
ECONOMIC SUMMIT  
JULY 6-8, 1992**



**SOMMET ÉCONOMIQUE  
DE MUNICH  
6-8 JUILLET 1992**

43-263-428

**Aide du Canada aux pays de l'ex-Union soviétique et aux pays baltes**

Le but des politiques et de l'assistance bilatérales du Canada aux pays de l'ex-Union soviétique et aux pays baltes est le suivant : favoriser les réformes politiques et économiques, accroître le commerce et les investissements, multiplier les contacts personnels, transférer des connaissances et des compétences, intégrer les nouveaux États indépendants au système économique international et renforcer leur volonté de respecter les droits de la personne et des minorités consacrés par la CSCE.

Le Canada contribuera en 1992, 1,6 milliard \$ des 24 milliards \$US prévus pour la Russie par le G-7. La part du Canada comprend les décaissements prévus dans le cadre des lignes de crédits existantes, le report de la dette, les contributions aux institutions financières internationales, de l'aide humanitaire et technique et une contribution au Fonds de stabilisation du rouble. La contribution du Canada est, par habitant, la plus importante des pays du G-7 après celle de l'Allemagne. Le Canada renforce aussi les liens spéciaux que cent ans d'immigration ont tissés avec l'Ukraine, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie.

L'aide que le Canada apporte aux nouveaux États indépendants comporte plusieurs éléments : l'assistance technique et humanitaire, le programme canadien de sécurité nucléaire, les crédits, le soutien au commerce et à l'investissement, les contributions multilatérales.

**L'assistance technique**

Le Groupe de travail d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est gère un programme d'assistance technique lancé par le Premier ministre Mulroney en juillet 1991. Ce programme prévoit une formation pratique de la main d'oeuvre des pays de l'ex-Union soviétique afin de faciliter leur transition vers la démocratie et l'économie de marché.

Des agences d'exécution canadiennes (sociétés privées, établissements d'enseignement, associations professionnelles et commerciales, organismes gouvernementaux et non gouvernementaux) mettent en oeuvre des projets de coopération avec des organisations locales en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Ukraine et en Russie.

En juin, lors de la visite du Président Eltsine au Canada, le Premier ministre Mulroney a annoncé que l'enveloppe du programme quadruplerait, c'est-à-dire qu'elle passerait de 25 à 100 millions \$ au cours des trois prochaines années.

**Champ d'action en Russie :**

- échanges et formation en gestion, en affaires et en politiques gouvernementales (par exemple, cours dans des universités canadiennes avec stages de travail en entreprise);



CANADA